

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22020 - 81ÈME ANNÉE

Municipales à Sainte-Suzanne

« Comité de soutien à Frédéric Maillot : déjà plus de 3 000 signatures ! »



La mobilisation autour de la liste soutenue par la section locale du PCR s'amplifie, c'est ce qu'indique un communiqué diffusé hier par Leila Langenier, Présidente du comité de soutien Frédéric Maillot — « Sainte-Suzanne, Terre de Progrès ».

À quelques jours du premier tour des élections municipales, la dynamique autour de la liste « Sainte-Suzanne, Terre de Progrès », conduite par Frédéric Maillot, ne cesse de s'amplifier.

En tant que Présidente du comité de soutien, je suis fière d'annoncer aujourd'hui que plus de 3 000 habitantes et habitants de Sainte-Suzanne ont déjà signé l'appel de soutien à la candidature de Frédéric Maillot.

Ces milliers de signatures traduisent une réalité très claire : un élan populaire est en train de se lever dans toute la commune. Dans les quartiers, dans les hauts, lors des rencontres citoyennes, des réunions-café et des meetings, la population exprime leur volonté de voir Sainte-Suzanne continuer à avancer dans l'unité, le progrès et la justice sociale. Cette mobilisation est aussi le fruit du travail remarquable des militants, des colistiers et des zarboutans, qui chaque jour vont à la rencontre de la population pour porter un projet sérieux, ambitieux et profondément ancré

dans la réalité de notre commune.

Ces 3 000 signatures ne sont pas seulement un chiffre, elles représentent un engagement et un appel au rassemblement.

La dynamique est là. J'invite toutes celles et tous ceux qui souhaitent un avenir durable et solidaire pour Sainte-Suzanne à se mobiliser et à rejoindre cet élan populaire. Le combat continue !

Leila Langenier
Électrice de Sainte-Suzanne,
Présidente du comité de soutien Frédéric
Maillot — « Sainte-Suzanne, Terre de Progrès »

Pénurie de gaz à La Réunion : conséquence de la démolition depuis 2010 du plan d'autonomie énergétique pour 2025

À La Réunion, la pénurie de gaz s'installe alors que cette énergie est la plus utilisée pour la cuisson des aliments. Cette situation n'est pas un hasard : elle est la conséquence directe du sabotage du plan d'autonomie énergétique fixé pour 2025, engagé dès 2010.

La tension sur les bouteilles de gaz ne relève plus seulement d'une crainte passagère : dans plusieurs communes de La Réunion, il devient difficile de s'en procurer. Or le gaz demeure aujourd'hui l'énergie la plus utilisée par les familles pour cuire les aliments. Derrière les files d'attente et les rayons vides, c'est donc une question essentielle qui se pose : comment en est-on arrivé là ?

Sabotage depuis 2010

En 1998, l'île, sous l'impulsion de Paul Vergès à la présidence de la Région Réunion s'était pourtant dotée d'un cap ambitieux : atteindre l'autonomie énergétique à l'horizon 2025. Démoli depuis 2010 pour préserver les intérêts du lobby des énergies fossiles et des énergies importées, ce plan visait à réduire la dépendance aux importations d'énergies fossiles et à valoriser les ressources locales, notamment le soleil, abondant toute l'année. L'objectif était clair : produire sur place l'énergie nécessaire au développement du territoire et aux besoins quotidiens de la population.

Mais ce cap a progressivement été abandonné. Retards, renoncements, arbitrages défavorables : le projet d'autonomie énergétique a été vidé de sa substance. Résultat, quinze ans plus tard, l'île reste massivement dépendante des importations. Le gaz domestique, pourtant importé et soumis aux fluctuations internationales, demeure au cœur du quotidien des ménages.

Cette dépendance fragilise la population. À chaque crise internationale, à chaque flambée des cours du pétrole, l'équilibre vacille. Lorsque la tension monte

sur les marchés, les conséquences se répercutent immédiatement sur un territoire insulaire éloigné des grands centres d'approvisionnement. La moindre perturbation fait craindre pénurie ou hausse des prix.

L'autonomie énergétique était possible

L'histoire rappelle pourtant qu'une transition énergétique est possible. Le gaz avait lui-même remplacé le charbon de bois, dont l'usage intensif avait contribué à la déforestation de La Réunion. Aujourd'hui, une nouvelle évolution s'impose : substituer progressivement le gaz par des solutions fondées sur les énergies renouvelables. La cuisson peut être assurée par des équipements électriques alimentés par le photovoltaïque, ou encore par des fours solaires adaptés au climat local.

Limites d'un modèle fondé sur l'importation

La pénurie actuelle agit comme un révélateur. Elle montre les limites d'un modèle fondé sur l'importation et souligne les conséquences concrètes de l'abandon du projet d'autonomie énergétique. Tant que l'île ne produira pas elle-même l'essentiel de l'énergie qu'elle consomme, chaque crise extérieure continuera de menacer la vie quotidienne des familles.

Plus qu'un incident conjoncturel, la situation actuelle interroge donc un choix politique majeur : celui d'avoir laissé s'éloigner l'objectif d'autonomie fixé pour 2025. À La Réunion, la question énergétique reste indissociable du développement et de la capacité du territoire à maîtriser son avenir.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'océan, avenir économique de La Réunion

Transformer la géographie maritime de l'île en moteur de développement

Le XXI^e siècle marque un retour de l'océan comme l'un des grands espaces de richesse et d'opportunités. Dans cette nouvelle dynamique mondiale, les territoires insulaires se voient offrir la possibilité de redevenir des centres d'échanges, de savoir et d'innovation. Pour La Réunion, il s'agit désormais de faire de sa géographie maritime un véritable projet de développement.

Une nouvelle géographie du monde

Comme évoqué dans les éditoriaux précédents, l'océan Indien retrouve aujourd'hui une place centrale dans l'économie globale. Face à cette mutation, une question se pose : quelle place La Réunion souhaite-t-elle occuper dans cette nouvelle géographie mondiale ? La réponse réside peut-être dans une évidence longtemps négligée : la richesse de La Réunion ne se trouve pas uniquement sur ses terres, mais également dans l'océan qui l'entoure.

La mer, moteur des grandes puissances

L'histoire économique démontre que la maîtrise des mers a permis à de nombreuses puissances de se développer. Venise a prospéré grâce au commerce maritime en Méditerranée ; le Portugal a ouvert les routes océaniques vers l'Afrique et l'Asie ; l'Angleterre a bâti sa puissance sur le contrôle des grandes voies maritimes. La mer a ainsi été, à chaque époque, bien plus qu'un simple espace de circulation : elle s'est imposée comme une source majeure de richesse et d'innovation.

L'historien Fernand Braudel soulignait que les grandes économies se structurent autour des principaux espaces d'échanges, qui furent longtemps la Méditerranée puis l'Atlantique. Aujourd'hui, ce rôle est de plus en plus dévolu aux océans. Plus de 90 % du commerce mondial transite par voie maritime, et les ressources halieutiques, la recherche climatique, les énergies marines ainsi que les biotechnologies océaniques deviennent des enjeux incontournables. Certains économistes parlent désormais d'« économie bleue ».

L'avantage des territoires insulaires

Dans ce contexte, les territoires insulaires changent de statut. Jadis considérées comme périphériques, les îles peuvent désormais devenir des points d'ancrage dans l'économie des océans. Singapour s'est imposée grâce à la logistique maritime, Maurice s'est affirmée comme plateforme économique dans l'océan Indien, et l'Islande a développé une économie fondée sur l'énergie et les ressources maritimes. La Réunion dispose elle aussi d'atouts majeurs : une position centrale dans l'océan Indien, des infrastructures modernes, une jeunesse formée et un système scientifique en développement. Mais son principal avantage reste un prolongement maritime exceptionnel.

Les territoires austraux : un capital stratégique

Au sud de l'océan Indien, les Terres australes et antarctiques

françaises s'étendent sur plus de 2,3 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive, grâce aux archipels des Îles Kerguelen, Crozet, Saint-Paul et Amsterdam. Cet espace maritime est l'un des plus vastes associés à un territoire insulaire dans la région. Certaines richesses sont déjà exploitées, comme la pêche de la légine australe, l'une des activités les plus valorisées au monde, dont les armateurs sont basés à La Réunion. Mais le potentiel de ces territoires dépasse largement la pêche, offrant un laboratoire scientifique majeur pour l'étude du climat et des océans, un réservoir unique de biodiversité marine et un espace de recherche pour les biotechnologies marines. Dans une ère où la connaissance des océans devient stratégique, cet espace représente un capital économique et scientifique considérable.

Transformer l'océan en production

Pour La Réunion, le défi consiste à transformer cet atout maritime en production économique. Cela passe par le développement de plusieurs filières : la valorisation des produits de la mer, les biotechnologies marines, les technologies environnementales liées aux océans, ainsi que les activités portuaires et logistiques. Ces secteurs sont susceptibles de créer des emplois qualifiés, d'accroître l'activité portuaire et de stimuler les exportations. Dans une économie insulaire où les importations demeurent supérieures aux exportations, ces nouvelles productions pourraient contribuer à rééquilibrer la balance commerciale et renforcer l'autonomie économique de l'île.

L'ambition réunionnaise

L'histoire de La Réunion montre que les grandes mutations sont souvent nées de l'innovation. Au XIX^e siècle, la découverte de la pollinisation de la vanille par Edmond Albius a permis à l'île de devenir le premier producteur mondial. Au début des années 2000, l'adoption du chauffe-eau solaire a positionné La Réunion parmi les territoires les plus avancés dans ce domaine. À chaque époque, l'île a su transformer un atout en un véritable projet. Le XXI^e siècle pourrait être celui des océans : La Réunion dispose d'un espace maritime immense, de ressources halieutiques de grande valeur, d'un potentiel scientifique unique et d'une position stratégique dans l'océan Indien.

La question n'est donc pas géographique, mais politique. Il s'agit de décider si La Réunion souhaite rester une économie insulaire dépendante des importations, ou faire de l'océan son moteur de développement. Dans le monde à venir, les territoires qui réussiront seront ceux capables de transformer leurs ressources naturelles en innovation, production et emplois. Pour La Réunion, cette ressource est évidente : elle s'étend tout autour de l'île.

Comme le soulignait l'explorateur Walter Raleigh :

« Qui tient la mer tient le commerce du monde. Qui tient le commerce du monde tient la richesse du monde. »

David Gauvin

Oté

Lindépendanss la Républik Maurice, yèr té lo sinkant-uityèm anivèrsèr

Mézami yèr té lanivèrsèr lindépendans Maurice : dopi 58 zané nout voizine lé indépendan. Inn date inportan pou bann morisien lo 12 mars 1968. Son drapeau néna kat koulèr é banna lé fyèr zot kadrikolor.

Maurice néna in lim nassyonal : son tit, mother land é son bann parol sé in gran fonnkézèr lil Maurice-Jean Georges Prosper — la konpoz ali apré in konkour roganizé pou sa l'ané 1968. La mizik sé Philippe Gentil la fé.

Si mi di azot mi yèm bann zimm nassyonal sirésèrtin bonpé d'moune i apréssyéra pa — mèm in zour in bon kamarad la di amwin li yèm pa sa pars sé kékshoz i diviz limanité. Poitan mi yèm bien toute bann zimm sak i touch aou dann kèr é par l'fète sé limn nout bann frèr é sèr lil Moris ébin sa i touch amwin ankor pliss.

M'a dir sa i touch amwin ankor pliss pars lindépendanss nout voizine sé in lindépendanss réissi.. Mi rapèl, néna déza in bon boute tan, dann in konféranss de press, in zoinaliss la di avèk Paul Vergès si li narté kontan La Rényon té konm Maurice, mi panss pa si li lété kontan lo réponss nout kamarade la fé ali, pars Paul la di banna i pé ète fyèr pou lo péi zot la fé — donk pou in lindépendanss réissi.

D'apré sak mwin la vi bann morisien lé fyèr zot péi é sa sé in bon poin pou zot. Mi oi kan i débata d'in késtyon inportan pou maurice sé bann morisien néna la parol — ni pé pa dir la mèm shoz dsi La Rényon... Lé vré la kour internassyonal La Haye la reprosh langlètèr pou in dékolonizassion la pankor abouti san pour san é la kour téi parl lé chagos. Mé mi panss zot lindépendanss bann morisien i konstrui sa ofiramézir.

Pèrsonèlman mi souète banna pliss réissite ankor dan l'avnir. Pèrsonèlman mwin lé konrtan landroi zot la fine arivé é mwin lé sir zot v'alé pli loin é zot v'alé pli o... é mi panss sa i doi ankouraz anou dann shomin in dékolonizassion a réissir nou ossi.

A bon antandèr salu !

Justin